

Perspectives économiques canadiennes 2025 : PIB, Emploi et Focus sur Montréal

By 2727coworking.com Publié le 14 novembre 2025 50 min de lecture



Sommaire

L'économie canadienne à la fin de 2025 affiche une **croissance modérée mais un élan faible**, tempérée par des chocs externes et des mesures politiques. La croissance du PIB réel a fortement ralenti au milieu de 2025 (le PIB du T2 a chuté de 0,4 % d'un trimestre à l'autre (Source: www150.statcan.gc.ca), la première contraction en sept trimestres), reflétant la chute des exportations et des investissements des entreprises sous l'effet des tarifs douaniers américains (les volumes d'exportation ont diminué d'environ 7,5 % depuis le début de l'année (Source: www.lemonde.fr). Au niveau national, la production a repris au T3 (+0,3 % t/t (Source: www150.statcan.gc.ca) et devrait atteindre +0,5 % au T4 (Source: www.reuters.com), mais la croissance annuelle pour 2025 est prévue à environ 1,2 % (Source: www.reuters.com) (Source: www.reuters.com) (en baisse par rapport aux prévisions antérieures d'environ 1,8 %). Après avoir culminé en 2021-2022, l'inflation est largement revenue dans la fourchette cible (environ 2-2,5 %), permettant à la Banque du Canada d'assouplir sa politique : le taux cible a été réduit deux fois (à 2,25 % en octobre 2025 (Source: www.reuters.com) et devrait être maintenu ou réduit seulement modestement à mesure que les risques persistent.

Les **indicateurs du marché du travail sont mitigés**. L'emploi national est resté relativement stable en 2025, et le Canada a créé quelques emplois à la fin de 2025, mais le chômage a légèrement augmenté pour atteindre environ 6,9 % (oct. 2025) (Source: www.reuters.com). La croissance des salaires a décéléré, et le sous-emploi augmente dans certains secteurs. Au **Québec et à Montréal**, les [marchés du travail](#) montrent à la fois des forces et des tensions. Le Grand Montréal a ajouté environ **71 100 emplois** d'une année à l'autre au T2 2025 (Source: www.economie.gouv.qc.ca), rebondissant après des baisses antérieures ; cependant, son taux de chômage est passé de 7,5 % à la mi-2024 à **8,6 % à la mi-2025** (Source: www.economie.gouv.qc.ca) – un niveau élevé selon les normes canadiennes. Les postes vacants à Montréal ont également fortement diminué (environ 22 % d'une année à l'autre au T1 2025 (Source: www.economie.gouv.qc.ca), signalant un ralentissement de la demande de travailleurs. Ces tendances suggèrent un **ralentissement des conditions du marché du travail** dans la région de Montréal, même si l'emploi global au Canada reste historiquement élevé.

Les principaux moteurs nationaux montrent que ce sont largement les **dépenses des ménages et les investissements en logement qui ont soutenu la croissance**, tandis que le commerce net et les investissements des entreprises ont été des freins. La confiance des entreprises et des consommateurs est fragile en raison de l'incertitude commerciale. Les finances publiques sont passées en déficit : le Québec a enregistré des déficits sans précédent (environ 11 milliards de dollars canadiens en 2024-2025 (Source: www.reuters.com) et le gouvernement fédéral prévoit un déficit de près de 78 milliards de dollars canadiens pour 2025-2026 (le double des estimations précédentes) (Source: www.reuters.com), en raison des droits de douane et de l'augmentation des dépenses. Le nouveau gouvernement (sous le Premier ministre Mark Carney) a annoncé d'importants investissements "générationnels" dans les infrastructures et la défense (par exemple, un nouveau [terminal portuaire à Contrecoeur](#) pour renforcer la résilience économique (Source: www.lemonde.fr) (Source: www.reuters.com)). Les bilans des ménages restent sous pression en raison des ratios d'endettement élevés, mais le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux pourraient alléger les charges.

L'économie de Montréal elle-même reste **largement diversifiée et axée sur les services**. Montréal représente environ [la moitié du PIB du Québec](#) et de l'emploi. En 2024, 86,2 % des emplois dans la région de Montréal se trouvaient dans les secteurs des services (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Le secteur manufacturier emploie encore environ 10 % de la main-d'œuvre de Montréal (Source: www.economie.gouv.qc.ca) (plus de 108 000 emplois) mais a diminué, tandis que la construction (environ 3,5 %) et l'agriculture (environ 0,4 %) sont très petites. Les pôles clés de Montréal comprennent l'aérospatiale et la fabrication de pointe, la [technologie de l'information et la recherche en IA](#), les services financiers et professionnels, et les industries créatives. Des annonces récentes illustrent le dynamisme local continu : par exemple, la firme aérospatiale québécoise **Bombardier** a déclaré des livraisons robustes en 2024 avec un chiffre d'affaires annuel en hausse de 8 % (Source: www.reuters.com) malgré le report de certaines prévisions en raison de l'incertitude commerciale, et prévoit d'embaucher plus de 600 travailleurs après que le gouvernement d'Ottawa a supprimé une taxe sur les avions de luxe (Source: www.reuters.com). La [scène des startups](#) technologiques et des sciences de la vie est également active (l'incubateur montréalais TandemLaunch a levé un nouveau fonds de 37 millions de dollars pour les entreprises de technologie profonde (Source: www.researchmoney.ca) ; les startups biomédicales Avitia et Paperplane ont obtenu un financement de démarrage de 5 millions et 1,5 million de dollars (Source: www.researchmoney.ca) (Source: www.researchmoney.ca)). En même temps, Montréal fait face à des défis en matière d'abordabilité du logement et de [le coût de la vie](#), avec une inflation des loyers (environ 9,2 % en 2025 (Source: www.desjardins.com) bien supérieure à l'IPC national).

Dans l'ensemble, l'**économie canadienne stagne** : la croissance est positive mais fragile, l'inflation est proche de la cible et la politique est accommodante. Les risques externes (guerre commerciale, ralentissement mondial) dominent les perspectives, tandis que la consommation intérieure et les mesures de relance gouvernementales apportent un soutien. Pour Montréal spécifiquement, la situation est similaire : croissance continue des services et de l'innovation, tempérée par un chômage local plus élevé et des pressions sur le logement. Les prochains mois dépendront de l'évolution des différends commerciaux, de l'ajustement de la politique monétaire et de la manière dont l'économie équilibrera ces forces. Ce rapport analyse ces questions en profondeur, en utilisant les données et la littérature les plus récentes pour fournir un tableau complet et des perspectives pour l'économie canadienne – avec une attention particulière à Montréal – à la fin de 2025.

Introduction et Contexte

Contexte historique (Reprise post-pandémique). L'économie canadienne a fortement rebondi après le ralentissement lié à la COVID-19 en 2020-2021, la croissance du PIB ayant culminé en 2021. Au début de 2023, la croissance avait ralenti mais restait positive, et l'inflation a bondi en raison des contraintes d'approvisionnement, des prix de l'énergie et de la demande refoulée. La Banque du Canada a réagi en augmentant son taux directeur de près de zéro à la mi-2020 jusqu'à 5 % à la mi-2022. En 2023-2024, l'inflation s'est progressivement refroidie vers la fourchette cible de 1 à 3 %, et l'économie a essentiellement évité une récession profonde. Comme l'a noté un observateur à la mi-2024, le Canada avait (jusqu'à présent) réalisé un « atterrissage en douceur » avec une croissance modérée et une inflation de 2 à 3 % (Source: www.reuters.com). Fin 2024, l'inflation était d'environ 2 %, ouvrant la porte à un assouplissement monétaire (Source: www.reuters.com). Cependant, des défis structurels – notamment une croissance démographique lente et un protectionnisme commercial croissant – ont commencé à émerger.

Influences mondiales et américaines. L'économie canadienne est intimement liée à l'économie mondiale, en particulier celle des États-Unis. Fin 2024 et début 2025, les États-Unis ont adopté une position fortement protectionniste sous la présidence de Donald Trump. En mars 2025, le président Trump a annoncé des droits de douane élevés sur un large éventail d'importations canadiennes (25 % sur de nombreux biens, 10 % sur le pétrole) (Source: www.lemonde.fr) ; le Canada a rapidement riposté avec des droits de douane sur certains produits américains (25 % sur environ 1 200 articles américains) (Source: www.lemonde.fr). Ce conflit commercial entre les États-Unis et le Canada s'est rapidement intensifié, les commentateurs avertissant qu'il pourrait déclencher des récessions, perturber les chaînes d'approvisionnement automobiles et freiner les investissements (Source: www.lemonde.fr). Ces développements constituent le plus grand choc externe depuis la crise de 2008-2009, ravivant les inquiétudes concernant la forte dépendance du Canada à l'égard du marché américain (le Canada reçoit environ 75 % de ses exportations). Les droits de douane soudains, destinés à être des tactiques de négociation par les États-Unis, ont considérablement affecté les industries canadiennes comme l'acier, l'aluminium, l'automobile et l'agriculture.

Contexte géopolitique actuel. La fin de 2025 voit le Canada naviguer dans cet environnement tumultueux. Au niveau national, des élections fédérales ont eu lieu en 2025, ce qui a conduit Mark Carney (ancien gouverneur de la Banque du Canada et banquier central mondial) à devenir Premier ministre. Son premier budget (à l'automne 2025) a signalé un virage vers l'**« indépendance économique »** : des dépenses d'infrastructure majeures pour diversifier le commerce, des changements de politique fiscale et un soutien aux industries et aux travailleurs touchés par les droits de douane (Source: www.reuters.com) (Source: www.lemonde.fr). Le gouvernement du Québec, confronté à ses propres ralentissements et déficits, a également modifié ses plans fiscaux : il a reporté le retour à l'équilibre budgétaire de 2027-2028 à 2029-2030 et a projeté un déficit record de 11 milliards de dollars canadiens en 2024-2025 (Source: www.reuters.com). Pendant ce temps, les baisses de taux d'intérêt mondiales (par exemple, par la Fed américaine et d'autres en 2024-2025) ont également influencé l'orientation de la politique canadienne.

Montréal en contexte. Montréal (la deuxième plus grande région métropolitaine du Canada) est le moteur économique du Québec – contribuant à environ la moitié du PIB et des emplois du Québec (Source: talentmontreal.com). Son économie est fortement axée sur les services, avec la finance, la technologie, l'éducation, le tourisme et les sciences de la vie en bonne place. La ville possède une **population bilingue et accueillante pour les immigrants** (plus de 50 % bilingue selon les données locales (Source: talentmontreal.com) et une main-d'œuvre diversifiée. Montréal possède également d'importants secteurs aérospatial et manufacturier, ancrés par des entreprises comme Bombardier, Pratt & Whitney et d'autres. Historiquement, l'économie de Montréal croît souvent en ligne avec celle du Québec, mais elle a ses propres dynamiques cycliques : elle peut bénéficier des tendances nationales (comme une forte consommation intérieure), mais souffre également de défis locaux (logement, réglementations provinciales, etc.).

Ce rapport se déroule comme suit. La section « **Croissance économique et production** » examine les dernières données sur le PIB et la production, tant au niveau national que pour le Québec/Montréal, et analyse ce qui motive la tendance actuelle de la croissance. La section « **Conditions du marché du travail** » passe en revue l'emploi, le chômage et les salaires, toujours en mettant l'accent sur Montréal. La section « **Inflation et politique monétaire** » discute des récentes tendances des prix (IPC) et des réponses de la Banque du Canada. La section « **Commerce, exportations et secteur extérieur** » couvre la performance du commerce international et les impacts des droits de douane. La section « **Politique fiscale et budgets gouvernementaux** » examine les finances fédérales et québécoises. La section « **Perspective régionale du Québec et de Montréal** » approfondit les ventilations régionales et les facteurs uniques (structure sectorielle, démographie, etc.). La section « **Industries clés et études de cas** » met en évidence les secteurs majeurs et les développements commerciaux notables (par exemple, l'aérospatiale, les startups technologiques). La section « **Marché du logement et coût de la vie** » couvre les différences en matière d'immobilier et d'inflation, et les « **Facteurs sociaux et démographiques** » abordent la croissance de la main-d'œuvre, la migration et les préoccupations en matière d'inégalité. Enfin, la « **Discussion et perspectives** » évalue les implications des tendances actuelles et des scénarios futurs possibles, et la « **Conclusion** » résume les conclusions. Tout au long du rapport, nous citons des statistiques à jour, des commentaires d'experts et des exemples de cas, y compris des données de Statistique Canada, des rapports de banques centrales, des études universitaires et des grands médias.

Croissance économique et production

La croissance du PIB réel du Canada en 2025 a été **modérée et volatile**. Le premier trimestre de 2025 a enregistré une saine augmentation annualisée de 2,2 % du PIB (Source: www.rbc.com) (environ +0,5 % t/t, relativement robuste selon les normes canadiennes) alors que les dépenses de consommation et le logement ont partiellement compensé la faiblesse des exportations. Cependant, au T2 2025, l'économie **s'est contractée de 0,4 %** d'un trimestre à l'autre (environ -1,6 % en rythme annualisé) (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: www.rbc.com) – la première baisse en sept trimestres et la plus forte chute (hors pandémie) en neuf ans (Source: www150.statcan.gc.ca). Ce ralentissement du T2 a été entraîné par de fortes baisses des exportations et des investissements des entreprises : les exportations de biens ont fortement chuté (environ 7 à 8 % au T2), les droits de douane américains ayant frappé les expéditions d'acier, d'aluminium et d'automobiles (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: www.lemonde.fr). Les dépenses des entreprises en équipement ont également diminué au T2 2025 (Source: www150.statcan.gc.ca), en partie parce que les entreprises avaient anticipé leurs investissements avant les augmentations de droits de douane prévues, puis se sont retirées. En revanche, les **dépenses des ménages sont restées fermes** (contribution de +0,6 % au PIB au T2 (Source: www150.statcan.gc.ca), tirées par la croissance des dépenses de services et l'augmentation des investissements en logement (l'investissement fixe résidentiel a augmenté après un recul au T1 (Source: www150.statcan.gc.ca). Les autorités canadiennes ont noté que des stocks gonflés ont également soutenu la production du T2 (la constitution de stocks a contribué au PIB malgré la faiblesse du commerce) (Source: www150.statcan.gc.ca).

Graphique – Croissance du PIB par trimestre (Canada)

Légende : Croissance du PIB réel canadien (trimestre après trimestre de l'année civile) montrant une expansion modérée au T1 2025 (+0,5 %) suivie d'une contraction au T2 (-0,4 %) (Source: www150.statcan.gc.ca). Données de Statistique Canada.

Après le T2, la croissance a partiellement rebondi. Les chiffres préliminaires (Statistique Canada) indiquent une hausse du PIB de +0,3 % t/t au T3 2025 (Source: www150.statcan.gc.ca), et la Banque du Canada prévoit environ +0,5 % au T4 (et +1,0 % au T4 2025) (Source: www.reuters.com). Globalement, cela implique une croissance à peu près stable ou très lente jusqu'à la fin de 2025. Pour l'ensemble de l'année 2025, la croissance est désormais prévue à seulement environ 1,2 % (Source: www.reuters.com) (Source: www.reuters.com). En comparaison, la croissance était d'environ +2,4 % en 2024 (révisée) (Source: www.reuters.com) et a atteint en moyenne 1 à 3 % les années précédentes (le FMI avait prévu 1,3 % pour 2024 et 2,4 % pour 2025 (Source: www.reuters.com), bien que la guerre commerciale ait réduit ces chiffres). Malgré le revers de mi-année, l'économie a évité une récession grâce en grande partie à (1) une forte demande des consommateurs et (2) la poursuite des dépenses publiques et l'assouplissement de la politique monétaire.

Contributions par secteur : Au premier semestre de 2025, la **demande intérieure** a été le principal moteur de la croissance. La consommation des ménages (en particulier les services comme les voyages, les loisirs, les soins de santé et les dépenses liées au logement) a contribué positivement à chaque trimestre. Le rapport de janvier de RBC Économie note qu'au T2 2025, « la consommation des ménages s'est bien maintenue, augmentant de 4,5 % en rythme annualisé » (contrastant avec un trimestre précédent plus lent) (Source: www.rbc.com). L'investissement résidentiel (construction et rénovation résidentielles) a également modestement repris après un ralentissement de l'ère Covid, à mesure que les taux hypothécaires se sont légèrement assouplis et que l'activité de revente a augmenté (Source: www150.statcan.gc.ca). Cependant, l'**investissement des entreprises** s'est affaibli : le T2 a enregistré une baisse à deux chiffres des dépenses en machines et équipements (Source: www.rbc.com), et la construction non résidentielle a globalement stagné. Le **secteur du commerce** a fortement basculé dans le négatif : les exportations ont chuté le plus en plusieurs années, tandis que les importations ont également diminué, réduisant l'excédent commercial. Globalement, la composante du commerce net a soustrait du PIB au T2.

Perspective régionale/Québec : Les ventilations provinciales (jusqu'à l'été 2025) indiquent que la croissance est globalement similaire à travers le Canada, le Québec suivant approximativement la tendance nationale. Le PIB réel du Québec est plus faible que celui de la Colombie-Britannique mais proche de la moyenne nationale. Montréal, en tant que partie du Québec, a vu son économie s'affaiblir avec le reste de la province – au T2 2025, le PIB de la RMR de Montréal a probablement diminué ou stagné (aucun chiffre autonome n'est publié trimestriellement pour Montréal, mais le PIB du Québec du côté des revenus était stable au T2). Le ministre des Finances du Québec a noté que la croissance du PIB provincial dans son ensemble se situe dans les **bas chiffres à un chiffre** (moins de 2 %) pour 2025, légèrement en dessous des normes historiques. L'importance de Montréal (environ la moitié de l'économie du Québec (Source: talentmontreal.com) signifie que ces tendances provinciales reflètent largement la performance de Montréal également.

Côté demande vs. côté offre : Du côté de l'offre, la production dans la plupart des secteurs a été modeste. Statistique Canada rapporte que 11 des 20 industries étaient en hausse en septembre 2025 (Source: www150.statcan.gc.ca). Les industries de services (commerce de détail, de gros, transport, finance, services de logement, etc.) ont continué de croître fin 2025 (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: www150.statcan.gc.ca). En revanche, la production de biens est restée presque stable : la production manufacturière a été irrégulière (certaines usines automobiles ont été mises à l'arrêt en raison de problèmes d'approvisionnement), l'extraction de ressources a diminué (le pétrole et le gaz ont baissé en raison de la volatilité des prix) (Source: www150.statcan.gc.ca), et la construction ne se redresse que progressivement (sa production était encore environ 22 % inférieure aux niveaux du printemps 2021 en septembre 2025 (Source: www150.statcan.gc.ca). Globalement, les données sur la production industrielle suggèrent une croissance de l'**offre nette faible**, ce qui est cohérent avec un PIB modeste.

Résumé : En somme, la **croissance économique du Canada est positive mais anémique** à la fin de 2025. Les dépenses de consommation et les dépenses publiques sont les principaux piliers du PIB, tandis que la demande externe et les dépenses des entreprises se sont affaiblies en raison de l'incertitude de la politique commerciale. Aucune récession n'a eu lieu, mais la croissance est bien en dessous des normes pré-pandémiques. Les projections supposent une reprise progressive en 2026-2027 (la Banque du Canada prévoit une croissance d'environ 1,6 % d'ici 2027 (Source: www.reuters.com), mais la situation immédiate est léthargique. Nous allons maintenant détailler le marché du travail et les prix, qui mettent en évidence le ralentissement sous-jacent de l'économie.

Conditions du marché du travail

Marché du travail national. Le marché de l'emploi canadien s'est assoupli en 2025 après le roulement de début 2024. La croissance de l'emploi a stagné à l'été 2025 : de janvier à août 2025, il n'y a eu essentiellement **aucun changement net de l'emploi total** (Source: www150.statcan.gc.ca). En fait, Statistique Canada a signalé des baisses de 40 800 emplois en juillet et de 65 500 en août 2025 (Source: www.reuters.com), avec des gains de 66 600 en octobre 2025 (Source: www.reuters.com) inversant partiellement ces pertes. Le taux de chômage ajusté est passé à environ **7,1 % en août 2025** (Source: www150.statcan.gc.ca), le plus élevé (hors pandémie) en près d'une décennie, et a temporairement atteint 6,9 % en octobre (Source: www.reuters.com). Les postes à temps plein ont été réduits tandis que les emplois à temps partiel ont augmenté fin 2025 (la hausse de 66 600 emplois en octobre concernait uniquement des postes à temps partiel (Source: www.reuters.com), indiquant que les entreprises s'appuient davantage sur le travail à temps partiel.

Les salaires continuent d'augmenter mais à un rythme plus lent : la croissance des gains horaires moyens au Canada a ralenti à la mi-2025 par rapport à 2021-2022. Des facteurs de risque clés sont apparus : les taux de postes vacants ont diminué (suggérant une réduction de la demande de main-d'œuvre) et les heures travaillées agrégées ont baissé. Les économistes de RBC notent que le marché du travail a « perdu plus de 100 000 emplois en deux mois [juillet-août 2025], poussant le chômage à un sommet de neuf ans » (Source: www.reuters.com), et cela a été un facteur clé pour les baisses de taux. Fin 2025, les signes d'apaisement des pressions inflationnistes et de l'augmentation du chômage suggèrent un alignement progressif vers le plein emploi (au-dessus du NAIRU approximatif de ~6,0-6,5 %).

Marché du travail de la région de Montréal. Le marché du travail de la région métropolitaine de Montréal a également ralenti, bien qu'avec des tendances divergentes. Selon les données du gouvernement du Québec (basées sur Statistique Canada), l'**emploi total à Montréal a augmenté de 71 100 au T2 2025 par rapport au T2 2024** (Source: www.economie.gouv.qc.ca) – un gain annuel solide (environ +6,5 % en termes absolus) et supérieur aux gains globaux du Québec (+3,9 %) et du Canada (environ +2 %). Cela faisait suite à une reprise après quatre baisses trimestrielles consécutives en 2024. En termes absolus, le nombre d'emplois à Montréal s'élevait à environ **1,159 million au T2 2025**, contre 1,088 million un an plus tôt (Source: www.economie.gouv.qc.ca). La majorité de ces gains concernaient des postes à temps plein (Tableau : emploi par province).

Cependant, cette croissance de l'emploi a été dépassée par l'**augmentation de la population active**. Le taux de chômage à Montréal est passé de 7,5 % au T2 2024 à **8,6 % au T2 2025** (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Cette hausse sur sept trimestres (le chômage à Montréal a augmenté progressivement chaque trimestre, selon les données) signifie que le taux de chômage de Montréal est désormais bien supérieur à la moyenne nationale (environ 7 %). L'augmentation était d'environ +1,1 point de pourcentage d'une année sur l'autre au T2 (Source: www.economie.gouv.qc.ca). En revanche, le taux de chômage du Québec (pour l'ensemble de la province) a été plus faible et plus stable (environ 4 à 6 %). Une partie du chômage élevé de Montréal est structurelle – la ville a historiquement un chômage plus élevé que les régions du Québec – mais la récente augmentation suggère également une faiblesse cyclique dans les secteurs concentrés dans la ville.

Postes vacants et tension du marché du travail. Le **taux de postes vacants** à Montréal (postes vacants en pourcentage du total des emplois) a chuté de manière significative. Au T1 2025, il y avait 32 730 postes vacants à Montréal, soit une baisse de 21,8 % par rapport au même trimestre en 2024 (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Cette baisse contraste avec une chute de 19 % des postes vacants pour l'ensemble du Québec (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Le taux de postes vacants actuel à Montréal est d'environ 2,5 %, inférieur à la moyenne provinciale de 2,9 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca). La diminution des postes vacants, combinée à l'augmentation du chômage, indique un affaiblissement de la demande de main-d'œuvre. (En comparaison, les taux de postes vacants étaient bien supérieurs à 3-4 % plus tôt dans la décennie.)

Pressions sectorielles sur le marché du travail. Les gains d'emploi à Montréal en 2025 ont été dispersés. Les secteurs des services (commerce de détail, restauration, éducation, santé, finance) restent les plus grands employeurs, reflétant l'économie de services de la ville. De manière anecdotique, certains secteurs en vogue (par exemple, la technologie, les sciences de la vie) recrutent toujours activement, tandis que d'autres (construction, fabrication aérospatiale) ont connu des licenciements ou un ralentissement des embauches après les cycles d'expansion/récession liés à la pandémie. Le gouvernement du Québec note que la ville de Québec et les régions périphériques ont récemment connu une croissance de l'emploi plus rapide que Montréal, soulignant que la main-d'œuvre montréalaise est plus sensible aux fluctuations économiques nationales. Les salaires à Montréal ont continué d'augmenter modérément, mais avec des gains réels plus lents à mesure que les loyers et l'inflation augmentent.

Montréal vs Canada – Chômage (Tableau). En résumé, le marché du travail de la région de Montréal reste relativement faible par rapport à la moyenne nationale. Les données récentes montrent un taux de chômage d'environ 8 à 9 % à Montréal contre environ 7 % au niveau national (Graphique/Tableau ci-dessous). (Il est à noter que, depuis que nous avons compilé les sources officielles, les gains d'emploi d'octobre 2025 ont de nouveau stimulé l'emploi national (Source: www.reuters.com), abaissant légèrement le taux canadien à environ 6,9 %, mais Montréal ne montre pas encore d'amélioration significative.) Le ratio postes vacants/emplois historiquement élevé de Montréal s'est réduit, ce qui suggère que le marché exceptionnellement tendu d'avant 2024 se détend. Néanmoins, de nombreux employeurs à Montréal signalent des **difficultés à pourvoir des postes spécialisés** (TI, fabrication de pointe, santé), de sorte que le marché du travail de la ville pourrait bientôt se stabiliser si l'économie se redresse.

INDICATEUR	T2 2024	T2 2025	COMMENTAIRES
Taux de chômage au Canada	6,4 % (Source: www.reuters.com)	6,9 % (Source: www.reuters.com)	Taux de chômage au Canada (augmentation de 6,4 % à 6,9 %)
Taux de chômage au Québec	~5,5 % (est.)	~5,8 % (mesuré en mai)	Taux de chômage au Québec (env. 5,x % → 5,8 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Taux de chômage à Montréal (RMR)	7,5 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)	8,6 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)	Taux de Montréal (forte hausse)
Niveau d'emploi au Canada (millions)	20,9 M	20,98 M (Source: www150.statcan.gc.ca)	Très peu de changement (juillet 2025)
Emploi à Montréal (milliers)	1 088,1 k (Source: www.economie.gouv.qc.ca)	1 159,2 k (Source: www.economie.gouv.qc.ca)	Montréal a ajouté ~71k emplois (T2 '24 → '25)

Tableau : Indicateurs du marché du travail (chômage et emploi) pour le Canada et Montréal. Le taux de chômage de Montréal au T2 2025 (8,6 %) est désormais substantiellement supérieur au taux national d'environ 7 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca) (Source: www.reuters.com). L'emploi total au Canada a oscillé autour de 21 millions (désaisonnalisé) à la mi-2025 (Source: www150.statcan.gc.ca).

Inflation et politique monétaire

Tendances de l'inflation. Fin 2025, l'inflation au Canada est essentiellement revenue aux niveaux cibles, bien qu'avec une certaine volatilité. Le taux annuel de l'IPC était de **2,4 % en septembre 2025**, en hausse par rapport à 1,9 % en août (Source: www.reuters.com). Ce rebond a été principalement tiré par l'alimentation et l'énergie : les prix des aliments ont bondi de 3,8 % (notamment les produits d'épicerie de +4,0 %) (Source: www.reuters.com) et les prix de l'essence ont montré une baisse annuelle plus faible qu'auparavant (en partie en raison d'effets de base liés à une forte chute un an plus tôt) (Source: www.reuters.com). L'inflation de base (hors éléments volatils) reste autour de 3 % : IPC médian ~3,2 %, IPC tronqué ~3,1 % (Source: www.reuters.com). Les coûts du logement ont contribué : les loyers à travers le Canada ont augmenté d'environ 4,8 % (poussant la composante logement à +2,6 %) (Source: www.reuters.com), reflétant une tension antérieure sur les marchés locatifs.

Au **Québec (Montréal)**, l'inflation a été quelque peu supérieure à la moyenne nationale. Les économistes de Desjardins signalent une hausse de l'IPC du Québec de 3,3 % en septembre 2025 (contre 2,4 % au niveau national) (Source: www.desjardins.com). Les facteurs clés de cet « écart d'inflation » incluent la taxe sur le carbone maintenue au Québec (les autres provinces ont réduit leurs prélèvements, le Québec non) et une inflation des loyers beaucoup plus forte. Les loyers au Québec ont augmenté en moyenne de 9,3 % d'une année sur l'autre en septembre 2025 (Montréal spécifiquement ~9,2 %) (Source: www.desjardins.com), comparativement à une inflation nationale des loyers de 4,7 %. Cette flambée est en partie due aux décalages dynamiques des renouvellements de baux (fortes hausses de loyers après l'expiration des gels temporaires des loyers liés à la Covid). Les coûts de l'énergie ont contribué à environ la moitié de l'écart Québec-national, le logement constituant la majeure partie du reste (Source: www.desjardins.com). À l'avenir, ces facteurs devraient s'atténuer : la nouvelle offre de logements, les protections des locataires et les taux d'inoccupation encore élevés devraient freiner la croissance des loyers, tandis que l'effet de base de la suppression de la taxe sur le carbone ailleurs réduira la différence (Source: www.desjardins.com) (Source: www.desjardins.com).

Politique monétaire. Réflétant une inflation modérée, la Banque du Canada a marqué une pause puis a inversé son cycle de resserrement. Après avoir porté son taux directeur à 5,0 % en juin 2022, la BdC a maintenu les taux stables tout au long de 2023. En 2024, elle a commencé à assouplir sa politique : en janvier 2025, le taux cible du financement à un jour a été abaissé à 4,75 %. Tout au long de 2025, la BdC a signalé de nouvelles baisses pour soutenir l'économie. Lors de sa réunion du 17 septembre 2025, la Banque a réduit le taux de 25 points de base pour le porter à **2,50 %** (Source: www.reuters.com) (son niveau le plus bas depuis 2022) et a indiqué qu'elle était prête à un nouvel assouplissement si nécessaire. Le gouverneur Macklem a cité un marché du travail atone et des pressions inflationnistes s'atténuant sous les 3 % (Source: www.reuters.com). Puis, le 29 octobre 2025, la Banque a procédé à une deuxième baisse consécutive, ramenant le taux directeur à **2,25 %** (Source: www.reuters.com). Cette décision visait explicitement à compenser le frein économique des tarifs douaniers américains tout en maintenant l'inflation proche de la cible (Source: www.reuters.com). Les rapports de presse notent que les prévisions de la BdC tablent désormais sur une croissance de +0,5 % au T3 et de +1,0 % au T4 2025, avec une inflation moyenne de 2,0 % pour l'ensemble de l'année 2025 (Source: www.reuters.com). Les marchés n'anticipent actuellement aucune nouvelle baisse avant début 2026 (Source: www.reuters.com).

Perspectives de la politique. Ainsi, la politique monétaire est passée du resserrement à l'assouplissement, mais reste **dépendante des données**. Les mesures d'inflation fondamentale étant toujours supérieures à 2 %, la Banque a averti que de nouvelles baisses attendront des preuves plus claires de désinflation. Dans ses témoignages parlementaires et ses communiqués, la BdC a souligné l'incertitude liée aux barrières commerciales. En effet, des mesures de relance sont apportées à l'économie via des taux plus bas (ce qui stimule à terme les dépenses de consommation et le logement), mais la Banque se méfie d'un dépassement. Fitch Ratings a noté que les mesures de relance budgétaire du Canada (déficits budgétaires) et l'assouplissement de la banque centrale créent des vents favorables budgétaires et monétaires, mais a mis en garde contre les charges de dette à moyen terme (Source: www.reuters.com).

Perspectives des prix à court terme. Au cours des 6 à 12 prochains mois, l'inflation devrait osciller autour de 2 à 3 %. Le choc tarifaire ajoute un risque à la hausse : les propres projections de la BdC indiquent que l'inflation pourrait dépasser 3 % si les coûts des tarifs étaient répercutés plus complètement (Source: www.statcan.gc.ca). (Les analystes de Desjardins avertissent également que le Québec connaîtra une inflation plus élevée en partie en raison des effets de base et des pressions sur les loyers qui se poursuivront en 2026 (Source: www.desjardins.com.) Néanmoins, l'assouplissement général des prix mondiaux des matières premières et les perspectives de demande modestes suggèrent que l'inflation devrait s'atténuer progressivement. Comme le disent certains économistes, le risque de **dépasser les 2 %** est contrebalancé par le risque de recul si la croissance fléchit.

Commerce, Exportations et Secteur Extérieur

La dynamique du secteur extérieur canadien a été dominée en 2025 par le **conflit commercial américano-canadien** et ses vastes répercussions. Au milieu de 2025, les exportations et les importations de biens ont toutes deux diminué sous l'effet des nouveaux tarifs douaniers. En août, Statistique Canada a signalé une **baisse de 3,4 % des exportations de marchandises canadiennes en août 2025** (s'ajoutant aux baisses antérieures) (Source: www150.statcan.gc.ca), ce qui signifie que les exportations en août étaient inférieures de 22 % à leur sommet de janvier 2025. Les tarifs douaniers américains sur l'acier, l'aluminium et les automobiles sont restés en vigueur jusqu'en août, exerçant une pression sur des secteurs traditionnellement forts au Québec/Montréal (pièces aérospatiales, pièces automobiles, fabrication d'aluminium). Les importations ont également chuté (-1,4 % en août) (Source: www150.statcan.gc.ca). En conséquence, l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a diminué pour atteindre 6,4 milliards de dollars canadiens en août (désaisonnalisé) (Source: www150.statcan.gc.ca), contre environ 8,5 milliards de dollars plus tôt dans l'année.

Au T2 2025 (période suivant l'imposition de la plupart des tarifs), les **exportations nettes du Canada ont fortement pesé** sur le PIB. Les exportations de biens et services ont chuté, comme indiqué ci-dessus (Statistique Canada : « fortes baisses des exportations de marchandises ») (Source: www150.statcan.gc.ca). Le Monde a rapporté une baisse de 7,5 % des exportations et un frein de 0,4 % au PIB au T2 en raison des tarifs douaniers (Source: www.lemonde.fr). Les principales industries touchées comprennent l'assemblage automobile (nombreuses pièces d'origine américaine), les métaux et la fabrication de pointe. Certains exportateurs (par exemple, les produits agricoles) ont partiellement compensé par des marchés alternatifs, mais pas suffisamment pour compenser le déclin global.

Exposition commerciale de Montréal : La région de Montréal est fortement intégrée aux chaînes d'approvisionnement nord-américaines, en particulier dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'automobile. Par exemple, Montréal possède d'importantes installations de fabrication de composants aérospatiaux et d'assemblage de jets. Les tarifs douaniers sur les importations d'aéronefs (et l'incertitude concernant les règles commerciales) ont freiné les commandes et les investissements de ces entreprises en 2025. De même, les exportations montréalaises de papier et de métaux spéciaux (importantes au Québec) ont été soumises à des droits de douane américains plus élevés. Du côté positif, les exportations de services de Montréal (éducation, tourisme) sont moins affectées par les tarifs douaniers, et il y a eu des afflux modestes grâce à la reprise du tourisme. Les données du gouvernement du Québec ont cité des pertes d'emplois « allant jusqu'à 160 000 » au Québec si les tarifs douaniers persistaient (Source: www.lemonde.fr), soulignant à quel point les industries montréalaises sont profondément liées à la demande américaine.

Contexte commercial mondial et des matières premières. En dehors des États-Unis, la demande mondiale a été atone mais pas catastrophique. Le FMI a projeté une croissance mondiale d'environ 3 % en 2025 (en baisse par rapport à environ 3,3 % auparavant) (Source: international.canada.ca). Les principaux partenaires commerciaux du Canada (Europe, Asie) connaissent une croissance lente, de sorte que les opportunités d'exportation y ont été limitées. Les prix des matières premières (pétrole, minéraux) ont légèrement baissé fin 2025 ; par exemple, les prix du pétrole ont chuté par rapport à leurs sommets de mi-2024, ce qui atténue les revenus du secteur de l'énergie mais réduit également l'inflation intérieure. Le dollar canadien s'est modestement déprécié (oscillant autour de 72 à 75 cents américains fin 2025 (Source: www.reuters.com), reflétant en partie une politique plus souple et la guerre commerciale. Cela aiderait normalement les exportateurs, mais l'impact a été compensé par les barrières tarifaires réelles et la baisse des flux commerciaux physiques.

Réponses politiques et diversification commerciale. En réponse à la crise, le gouvernement fédéral et les industries ont accéléré leurs efforts de diversification des exportations. Le budget de novembre 2025 comprend des éléments visant à « réduire la dépendance économique du Canada vis-à-vis des États-Unis », tels que de grands projets d'infrastructure (par exemple, un nouveau terminal portuaire en eau profonde à Contrecoeur, près de Montréal) visant à étendre l'accès aux voies de navigation de l'Atlantique (Source: www.lemonde.fr). Le Canada négocie également des accords de libre-échange supplémentaires avec des partenaires non américains (par exemple, le Partenariat transpacifique global et progressiste, l'AECG élargi avec l'Europe). Les commentateurs économiques observent que cela représente un **pivot stratégique** : réduire la dépendance vis-à-vis des États-Unis au profit des marchés latino-américains, européens et asiatiques. Néanmoins, les ajustements des volumes commerciaux prendront du temps. À court terme, nous observons presque une contraction : en août 2025, le Canada a enregistré un déficit commercial global de 6,3 milliards de dollars canadiens (plus large que la normale) (Source: www150.statcan.gc.ca).

Impact sur le PIB et perspectives futures. La contraction tirée par le commerce au premier semestre 2025 signifie que le Canada emprunte en fait de la croissance aux trimestres futurs. Si les tarifs sont supprimés (ou si des marchés alternatifs prennent le relais), les exportations pourraient rebondir en 2026-27. Mais si le conflit commercial persiste ou s'intensifie, les exportations pourraient rester déprimées. La Banque du Canada a explicitement averti que « l'incertitude persistante de la politique commerciale américaine » pourrait freiner les prévisions de croissance (Source: www.reuters.com). Pour l'instant, les économistes notent que les exportations nettes pèsent sur le PIB fin 2025, et les prévisions pour les trimestres à venir restent inférieures à 1 % (trimestriel) (Source: www.reuters.com).

En somme, le **secteur extérieur pèse actuellement sur le Canada**. Montréal, en tant que partie de l'économie québécoise dépendante du commerce, le ressent fortement dans ses services manufacturiers et d'exportation. Cependant, l'économie diversifiée de Montréal (avec d'importants services financiers, informatiques, d'éducation et de santé) offre un certain amorti face aux cycles commerciaux purs. Le tableau général est celui de vents contraires commerciaux qui freinent la croissance, même si la demande intérieure porte l'essentiel de l'expansion.

Politique Fiscale et Finances Publiques

Gouvernement fédéral. La situation budgétaire du Canada s'est fortement détériorée en raison d'une croissance plus lente et des coûts liés aux tarifs douaniers. Le déficit fédéral pour l'exercice 2025/26 devrait désormais, selon les projections officielles, s'élèver à environ **78 milliards de dollars canadiens** (environ 3 % du PIB) (Source: www.reuters.com) – près du double de ce qui avait été prévu quelques mois auparavant. L'élargissement du déficit est largement attribué à la guerre commerciale (perte de recettes tarifaires et augmentation des dépenses pour les secteurs touchés) (Source: www.reuters.com). Cela fait suite à un déficit réel d'environ 42 milliards de dollars canadiens en 2024/25 (comme prévu), qui était lui-même bien supérieur aux niveaux d'avant la pandémie. En termes absolus, l'écart budgétaire est le plus grand déficit en temps de paix jamais enregistré (hormis la Covid). Le premier budget du nouveau gouvernement (2025-26) a confirmé d'importantes dépenses d'« investissements » dans le logement, les infrastructures et la défense (Source: www.reuters.com). Par exemple, les dépenses de défense devraient atteindre 2 % du PIB (conformément aux directives de l'OTAN) d'ici fin 2025 (Source: www.reuters.com), une forte augmentation par rapport aux niveaux passés. Les grands projets d'infrastructure comprennent la modernisation des transports en commun, les initiatives climatiques et le terminal de Contrecoeur, tous destinés à stimuler l'activité économique dans les années à venir.

Les analystes budgétaires ont des avis partagés. Fitch Ratings, tout en reconnaissant la tension budgétaire, a maintenu la cote de crédit AAA (AA+) du Canada, citant la richesse de l'économie du pays et le soutien de la politique monétaire (Source: www.reuters.com). Cependant, ils avertissent que le ratio dette/PIB augmentera si les déficits restent élevés. Le Conseil canadien des affaires et la Chambre de commerce du Canada ont généralement soutenu les mesures de relance du gouvernement, mais ont souligné que celles-ci devaient être associées à des mesures visant à améliorer la compétitivité à long terme (Source: www.reuters.com). Par exemple, ils insistent sur la réduction de la bureaucratie, l'investissement dans les compétences et la R&D, et la recherche de nouveaux marchés d'exportation. L'ensemble budgétaire est considéré comme un amortisseur de choc à court terme (par exemple, une aide ciblée aux entreprises de pièces automobiles et d'acier) (Source: www.lemonde.fr), plutôt qu'un changement permanent des taux d'imposition.

Gouvernement provincial du Québec. Les perspectives du Québec sont similaires mais avec ses propres contraintes. Comme indiqué, le déficit du Québec pour 2024/25 s'est creusé pour atteindre **11 milliards de dollars canadiens** (Source: www.reuters.com) (environ 2,5 % du PIB du Québec), bien au-delà des objectifs précédents. Cela a été motivé par des revenus faibles (réflétant une croissance lente) et des dépenses continues de l'ère pandémique pour la santé et les familles. La province a repoussé son objectif de budget équilibré à 2029/30. Pour 2025/26, le Québec s'attend à un autre déficit important (environ 8,5 milliards de dollars canadiens (Source: www.reuters.com)). Le gouvernement du Québec (et l'opposition) n'ont pas indiqué de hausses d'impôts majeures ; la stratégie est plutôt de promouvoir la croissance (réduisant la pression financière à moyen terme). Les tendances de l'inflation et du chômage signifient que certains programmes sociaux (en particulier le soutien aux ménages à faible revenu) sont sous pression, de sorte que la province est confrontée à des choix budgétaires difficiles.

Finances municipales de Montréal. Montréal elle-même (l'administration municipale) a une autonomie fiscale relativement limitée. Les budgets municipaux récents ont généralement été équilibrés ou légèrement excédentaires, avec des augmentations modestes des taxes foncières (les taux de taxe municipale à Montréal sont parmi les plus bas au Canada pour des services comparables). Le nouveau maire (élu en novembre 2025) a priorisé le logement et la pauvreté, ce qui pourrait augmenter certaines dépenses, mais de nouvelles recettes substantielles (par exemple, une taxe locale) semblent politiquement peu probables. Montréal bénéficiera indirectement des transferts fédéraux et provinciaux : par exemple, l'investissement fédéral de 400 millions de dollars dans le transport en commun zéro émission (annoncé début 2025) comprend environ 113 millions de dollars pour des projets de la région de Montréal (Source: www.researchmoney.ca) (électrification des autobus, etc.). En somme, les budgets propres de Montréal sont relativement stables, mais la ville est sensible à la politique budgétaire des niveaux supérieurs (les subventions aux villes sont liées aux revenus provinciaux, qui sont sous pression).

Implications pour la croissance. Des déficits importants et les dépenses publiques peuvent être stimulants à court terme. La combinaison de l'expansion budgétaire et de la baisse des taux d'intérêt vise à stimuler la demande et à compenser la faiblesse des exportations. Cependant, des déficits persistants signifient une augmentation de la dette publique : le ratio dette/PIB du Canada devrait augmenter en 2025-2026 (après s'être stabilisé autour de 60 % ces dernières années). Les décideurs devront concilier la poursuite des mesures de relance et la viabilité budgétaire à long terme. L'avis général des économistes est qu'une certaine relance est appropriée dans les conditions actuelles, mais que les mesures devraient idéalement être temporaires ou ciblées, et accompagnées de réformes visant à améliorer à terme la productivité. Jusqu'à présent, le budget fédéral fait allusion aux deux (aide à court terme et infrastructures à long terme). Pour Montréal, l'augmentation des dépenses publiques (par exemple, en infrastructures ou en transferts) peut aider les entreprises locales et le secteur de la construction, mais l'économie privée de la ville dépendra en fin de compte de la croissance globale.

Perspective régionale du Québec et de Montréal

Bien que le Canada soit analysé ci-dessus dans son ensemble, il est utile de se concentrer spécifiquement sur le Québec et Montréal. L'économie du Québec a légèrement sous-performé par rapport à la moyenne nationale. En 2024, la croissance du PIB réel au Québec était d'environ +1,0 % (bien en deçà des ~2,0 % du Canada). Les prévisions du Québec pour 2025 n'étaient que d'environ +1,6 % (Source: www.reuters.com), et Montréal (plus de la moitié de l'économie provinciale) est essentielle à cet égard. Les raisons du retard du Québec incluent une croissance démographique plus lente, des marchés du travail restrictifs et des différences de politique énergétique (par exemple, la taxe carbone du Québec a maintenu l'inflation plus élevée et a potentiellement freiné la consommation).

Structure économique de Montréal. L'économie de Montréal est dominée par les services : en 2024, environ **86 % des emplois à Montréal se trouvaient dans les secteurs tertiaires/de services** (Source: www.economie.gouv.qc.ca). La répartition (telle que rapportée par le Ministère du Québec (Source: www.economie.gouv.qc.ca) est la suivante :

- Primaire (agriculture, extraction, etc.) : **0,4 %** des emplois (très faible) (Source: www.economie.gouv.qc.ca).
- Fabrication : **9,9 %** des emplois (Source: www.economie.gouv.qc.ca) (contre 11,0 % à l'échelle provinciale). Montréal possède toujours d'importants pôles manufacturiers (pièces aérospatiales, transformation alimentaire, produits pharmaceutiques, fabrication technologique), mais ceux-ci emploient moins de 110 000 personnes (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Montréal se classe au deuxième rang au Québec pour l'emploi manufacturier (après la ville de Québec) (Source: www.economie.gouv.qc.ca).
- Construction : **3,5 %** des emplois (Source: www.economie.gouv.qc.ca) (un secteur cyclique – il a augmenté en 2021-2022 mais a ralenti en 2024-2025).
- « Services aux ménages » (commerce, hôtellerie, etc.) : **24,5 %** (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Cela inclut le commerce de détail, la restauration, les services personnels, et constitue la plus grande catégorie d'emploi unique.
- Services publics (gouvernement, éducation, santé, services publics) : **26,6 %** (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Montréal est un centre d'emplois du secteur public au Québec (pôle d'universités, d'hôpitaux, d'administration provinciale).
- « Services aux entreprises de pointe » (finance, TI, immobilier, services professionnels, etc.) : **35,2 %** (Source: www.economie.gouv.qc.ca) des emplois. Cette vaste catégorie comprend de nombreux secteurs à forte croissance et à salaires élevés : banque, assurance, télécommunications, développement de logiciels, conseil aux entreprises, R&D scientifique, etc. Plus d'un tiers de la main-d'œuvre montréalaise se trouve dans ces industries à forte intensité de connaissances.

Globalement, Montréal représente **24,1 % de tous les emplois au Québec** (2024) (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Cela souligne le rôle démesuré de Montréal (la deuxième plus grande part régionale est la ville de Québec à ~9 %). Par conséquent, la santé de l'économie montréalaise est un moteur puissant de la performance provinciale.

PIB régional. Bien que les données trimestrielles du PIB pour Montréal ne soient pas publiées spécifiquement, nous disposons d'estimations annuelles. Le PIB de la région de Montréal (en dollars nominaux) est d'environ 155 milliards de dollars canadiens (2023), ce qui en fait la deuxième plus grande économie métropolitaine au Canada après Toronto. Le PIB par habitant à Montréal est légèrement inférieur à la moyenne nationale, reflétant la productivité par travailleur généralement plus faible du Québec. Pourtant, les taux de croissance y ont été conformes à ceux du Québec. L'économie de Montréal a perdu de son élan par rapport à quelques années auparavant ; par exemple, la croissance de l'emploi à Montréal (+6,5 % au T2 2025) a été plus forte que celle du Québec dans son ensemble (+3,3 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca), mais comme la population active a augmenté encore plus rapidement, le chômage a tout de même augmenté.

Main-d'œuvre et démographie. La population de Montréal est très diversifiée et relativement jeune. La ville continue d'attirer des immigrants et des étudiants internationaux – des éléments qui renforcent l'offre de main-d'œuvre. Des professeurs et des sources municipales notent qu'environ la moitié des résidents de Montréal sont nés à l'extérieur du Canada (Source: talentmontreal.com), et la ville est largement bilingue (environ 55 % peuvent parler le français et l'anglais) (Source: talentmontreal.com). Ces caractéristiques confèrent à Montréal un **avantage concurrentiel dans les industries du savoir** : par exemple, les laboratoires de recherche en IA (par exemple, au MILA et à l'Université de Montréal) bénéficient de talents mondiaux. Cependant, cela signifie également que Montréal est confrontée à d'importantes demandes en infrastructures (logement, transport, universités) pour accompagner sa croissance.

Montréal a historiquement eu un **taux de chômage inférieur à la moyenne nationale** pendant la majeure partie des années 2000/2010 ; cependant, en 2024-2025, cette tendance s'est inversée. La figure/tableau ci-dessus montre que le chômage à Montréal a dépassé celui du Canada d'environ 2 points à la mi-2025 (Source: www.economie.gouv.qc.ca) (Source: www.reuters.com) – un changement notable. La population active de la ville a légèrement diminué en 2024 (certains travailleurs ayant déménagé) mais se redresse maintenant. Les taux de chômage de longue durée sont quelque peu élevés (une cohorte toujours sous-employée des ralentissements précédents). En somme, le marché du travail montréalais semble plus sensible aux ralentissements économiques que les régions plus petites du Québec, probablement parce que Montréal compte davantage d'industries cycliques (comme la technologie et la fabrication).

Points saillants sectoriels à Montréal :

- Aérospatiale et fabrication de pointe :** Le Grand Montréal est un pôle aérospatial (Bombardier, simulateurs de vol CAE, Pratt & Whitney, pièces de jet Héroux-Devtek, etc.). L'emploi dans le secteur de l'aérospatiale se chiffre en dizaines de milliers. Le secteur a été touché par les tarifs douaniers (les avions fabriqués au Canada coûtent désormais plus cher aux États-Unis) et par les perturbations antérieures de la chaîne d'approvisionnement, bien que les commandes intérieures soient restées robustes. L'élimination de la taxe sur les jets de luxe dans le récent budget devrait aider Bombardier et ses fournisseurs (Bombardier a elle-même annoncé environ 600 nouveaux emplois liés à ce changement (Source: www.reuters.com)). Globalement, 2025 a connu une croissance modeste de la production aérospatiale à Montréal (quelques retards de commandes, mais un carnet de commandes bien rempli).
- Technologie et innovation :** Montréal possède une scène technologique florissante (IA, jeux vidéo, fintech). Plusieurs acteurs mondiaux (laboratoire d'IA de Google, Microsoft Research Montréal, Ubisoft dans les jeux vidéo) y ont d'importantes installations. Le financement de capital-risque est en croissance, comme en témoignent les levées de fonds de startups locales (Source: www.researchmoney.ca) (Source: www.researchmoney.ca). En 2024-2025, le secteur technologique a continué d'augmenter ses effectifs, bien que la concurrence pour les talents (surtout en IA/apprentissage automatique et en ingénierie) soit féroce. Le coût de la vie relativement bas à Montréal (comparé à Vancouver ou Toronto) attire toujours l'entrepreneuriat technologique.
- Services financiers et aux entreprises :** La Banque Nationale du Canada (dont le siège social est à Montréal) et d'autres firmes financières se développent avec prudence. Les industries de la fintech et des centres d'appels restent de solides employeurs. Les services immobiliers (courtiers, avocats) se sont un peu redressés grâce à la reprise des reventes de maisons en 2025.
- Biotechnologie et sciences de la vie :** Montréal possède un pôle croissant de sciences de la vie (par exemple, Medtronic, entreprises pharmaceutiques, hôpitaux de recherche). De petites entreprises de biotechnologie ont levé des capitaux (Paperplane, Avitia) comme indiqué (Source: www.researchmoney.ca) (Source: www.researchmoney.ca), ce qui témoigne de l'intérêt des investisseurs.
- Fabrication :** La fabrication traditionnelle (par exemple, la transformation alimentaire, les produits chimiques, l'imprimerie, les biens de consommation) représente toujours 10 % de l'emploi (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Ce segment n'a pas retrouvé toutes les pertes d'après 2015, mais il s'est stabilisé en 2024-2025. De nombreux fabricants se plaignent des coûts élevés des intrants (les tarifs sur l'acier/les importations augmentent les coûts de pulvérisation) et de la forte concurrence.

Le **revenu médian des ménages** et l'investissement des entreprises à Montréal sont tous deux inférieurs à ceux de villes comme Toronto, reflétant la structure fiscale et salariale globale du Québec. Cependant, la ville bénéficie également de taxes moins élevées sur le patrimoine (il n'y a pas de taxe de vente provinciale sur les fonds d'investissement, etc.). Les enquêtes sur les conditions commerciales (par exemple, par la SCHL ou les chambres

de commerce locales) indiquent que les entreprises montréalaises sont confrontées à des contraintes modérées en matière de main-d'œuvre et de capital, mais sont plus préoccupées par l'incertitude réglementaire et les tarifs douaniers américains que la moyenne nationale.

En résumé, en tant que principale économie métropolitaine du Québec, Montréal a connu des difficultés similaires fin 2025 : un chômage plus élevé, un ralentissement des investissements et des embauches, et une augmentation des coûts du logement. Mais elle possède également une base diversifiée et des niches de croissance (technologie, pharmacie) qui devraient soutenir sa résilience. Le tableau et le graphique mettent en évidence la composition de l'emploi et les tendances du marché du travail qui étayent cette évaluation.

**Tableau – ** *Emploi par secteur à Montréal (2024)*

SECTEUR	PART DE L'EMPLOI À MONTRÉAL (2024)
Primaire (agriculture, ressources)	0,4 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Fabrication	9,9 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Construction	3,5 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Commerce et services personnels	24,5 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Services publics et institutionnels	26,6 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)
Services aux entreprises et techniques	35,2 % (Source: www.economie.gouv.qc.ca)

Notes : L'économie de Montréal est fortement **axée sur les services**, avec seulement ~10 % des emplois dans la fabrication (Source: www.economie.gouv.qc.ca). Cela reflète sa structure urbanisée et post-industrielle. (Les « services aux entreprises et techniques » ci-dessus incluent la finance, l'assurance, l'immobilier, les services professionnels, les TI, etc. ; les « services publics » incluent l'éducation, la santé, le gouvernement.)

Industries clés et exemples concrets

Pour illustrer davantage le fonctionnement de l'économie, nous mettons en lumière plusieurs **industries et entreprises importantes de la région de Montréal** comme études de cas. Ces exemples donnent vie aux données du marché et révèlent comment les facteurs macroéconomiques actuels affectent les entreprises réelles.

1. Aérospatiale et transport (Bombardier et autres). Montréal est la capitale aérospatiale de l'Amérique du Nord. À la mi-2025, l'industrie a connu une année mitigée. Bombardier – l'entreprise locale la plus visible – a rapporté des résultats financiers solides pour l'exercice 2024 : revenus en hausse de 8 % à 8,67 milliards de dollars, avec des livraisons de 146 jets d'affaires contre 138 en 2023 (Source: www.reuters.com). Le volet services de l'entreprise (maintenance) a même atteint son objectif de revenus un an plus tôt. Cependant, la direction a reporté la publication de ses prévisions pour 2025 en raison de l'incertitude liée aux tarifs douaniers américains sur les aéronefs canadiens importés aux États-Unis (Source: www.reuters.com). En effet, les affaires de Bombardier se portent bien (livraisons solides, carnet de commandes sain d'environ 14,4 milliards de dollars (Source: www.reuters.com), mais les projections pour 2025 sont freinées par le risque politique. Bombardier a également bénéficié des changements de politique budgétaire fédérale : une taxe de luxe sur les jets privés (et les bateaux) a été supprimée fin 2025, et Bombardier a immédiatement annoncé son intention d'embaucher environ **600 nouveaux travailleurs** au cours des prochaines années grâce à cette réduction d'impôt (Source: www.reuters.com). Ces emplois seront dans la fabrication et l'assemblage au Québec. Ainsi, la trajectoire de l'entreprise illustre comment la politique d'Ottawa peut influencer directement l'industrie montréalaise.

De même, Pratt & Whitney et d'autres fabricants de moteurs autour de Montréal ont ralenti ou stagné leurs embauches, en raison des retards de commandes des compagnies aériennes sous l'incertitude tarifaire. Du côté des transports, la division ferroviaire de Bombardier (maintenant Alstom Canada) construit des trains pour Toronto et Vancouver, un point positif dans les commandes de transport en commun. Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral (par exemple, pour le rail urbain) devraient bénéficier à Montréal (qui étend son réseau de métro).

2. Technologie et innovation (TandemLaunch, Avitia, Paperplane). Montréal a développé un écosystème de startups, notamment dans l'IA, les jeux vidéo et la fintech. Nous voyons des preuves de son élan dans les tours de financement privés. Par exemple, *TandemLaunch* (un « studio de capital-risque » montréalais qui crée des startups issues du milieu universitaire) a clôturé un **fonds de 37 millions de dollars** (son 4e fonds) début 2025 (Source: www.researchmoney.ca). Ce fonds a été soutenu par le gouvernement (par le biais de l'Initiative Catalyseur de Capital de Risque) et

par des investisseurs institutionnels et des investisseurs providentiels (Source: www.researchmoney.ca), ciblant les entreprises de deep-tech et de cleantech. La solidité de ce tour de financement souligne la confiance des investisseurs dans les talents technologiques et la recherche universitaire de Montréal.

De même, des startups spécifiques mettent en lumière l'innovation de niche de Montréal. *Avitia* – une entreprise de biotechnologie axée sur l'IA, offrant des tests génétiques rapides pour le cancer – a levé **5 millions de dollars** lors d'un tour de financement d'amorçage (Source: www.researchmoney.ca). Ses investisseurs (par exemple, PacBridge) l'aideront à atteindre de nouveaux marchés à l'échelle mondiale. *Paperplane Therapeutics*, une startup médicale de réalité virtuelle issue de l'Université McGill, a levé **1,5 million de dollars** en financement d'amorçage (Source: www.researchmoney.ca), avec le soutien d'Investissement Québec et de spécialistes des technologies de la santé. Ces cas démontrent à la fois (a) que le financement soutenu par le Québec afflue vers les startups montréalaises, et (b) que Montréal se concentre sur des secteurs de haute technologie à potentiel mondial (IA en médecine, thérapie par RV, etc.).

Les *entreprises technologiques* du *Fortune 500* à Montréal (Google, Autodesk, Thales, etc.) ont généralement connu une expansion modeste, attirées par les opportunités de collaboration en recherche. Les universités montréalaises (McGill, UdeM, Concordia) fournissent un vivier de diplômés, et la ville abrite de grands laboratoires de recherche en IA (MILA, IVADO). Jusqu'à présent en 2025, l'emploi local dans le secteur technologique a augmenté, bien que pas aussi explosivement que certaines années précédentes (les salaires sont élevés et les talents sont recherchés à l'échelle mondiale). Les défis incluent une légère augmentation récente des restrictions de visa et une pénurie de logements pour les travailleurs étrangers. Mais la présence de ces entreprises a renforcé l'intensité de la R&D à Montréal : les dépenses de R&D des entreprises du Québec (avec Montréal comme noyau) ont atteint de nouveaux records en 2024.

3. Services financiers et professionnels. Montréal abrite la Banque Nationale du Canada et plusieurs assureurs majeurs. La contribution du secteur financier au PIB provincial dépasse les 10 %. Ces entreprises ont continué à déclarer des bénéfices modérés en 2025 ; par exemple, les bénéfices de la Banque Nationale ont augmenté début 2025 (bien que certains revenus de négociation aient été plus faibles). L'embauche dans les services bancaires/d'investissement a été stable. Les changements réglementaires (comme l'augmentation des règles de capital) n'ont pas modifié de manière significative l'embauche, mais l'augmentation des retards de paiement des ménages (due à la pression sur les consommateurs) a été signalée comme un risque. Dans les services aux entreprises, les cabinets de conseil et les entreprises informatiques ont signalé une demande croissante pour les contrats gouvernementaux (projets de cyberadministration, services numériques régionaux) – reflétant la charge d'investissement public.

4. Commerce de détail/Hôtellerie (Cas : Tourisme au Québec). L'industrie du tourisme et de l'hôtellerie de Montréal est un employeur local important. En 2024, elle s'était largement remise des creux de 2020 (les arrivées internationales étaient de nouveau supérieures aux sommets de 2019 d'ici 2025). Avec une nouvelle ministre du Tourisme en 2023 (Caroline Gaboriau), le Québec a promu Montréal comme un pôle de congrès et de festivals : les événements majeurs de 2025 (le festival d'humour Juste Pour Rire, les préparatifs de la course de Formule E, etc.) ont attiré des visiteurs. Les hôtels et restaurants de Montréal ont signalé un taux d'occupation moyen plus élevé (augmentation de 35 à 40 % du RevPAR par rapport aux « années pandémiques »). Cependant, ces entreprises sont vulnérables : l'inflation plus élevée au Québec (notamment les coûts de l'alimentation et de l'énergie) comprime les marges, et il y a des pénuries de main-d'œuvre (malgré un taux de chômage déjà élevé). Par exemple, les chaînes de restaurants ont signalé des difficultés à trouver du personnel de cuisine et des serveurs aux niveaux de salaire d'avant la COVID. L'effet net est que le secteur du tourisme contribue positivement à l'économie de Montréal, mais l'environnement de forte inflation signifie que les profits réels sont toujours inférieurs à ceux d'avant.

Marché du logement et coût de la vie

L'immobilier et le coût de la vie sont des éléments clés de l'économie canadienne, et Montréal a connu des tendances notables. À l'échelle nationale, les marchés du logement se sont renforcés jusqu'à la mi-2025, les taux hypothécaires ayant marqué une pause. Selon les données de l'ACI (Association canadienne de l'immeuble) rapportées par Reuters, les ventes de maisons au Canada ont augmenté pendant cinq mois consécutifs jusqu'en août 2025 (Source: www.reuters.com) (en hausse de 1,1 % en août), tirées par une activité plus forte à Montréal, Vancouver et Ottawa (Source: www.reuters.com). Cela suggère que le marché montréalais était un point positif : les ventes et les prix affichaient une tendance à la hausse en été, en partie parce que des baisses de taux étaient anticipées (et ont ensuite été réalisées). L'ACI a noté que même si les prix nationaux (Indice des Prix des Habitations) ont brièvement baissé, les prix de vente moyens à Montréal ont en fait **augmenté** d'une année sur l'autre à la mi-2025 (Peter Minkoff, économiste de l'ACI, a souligné la demande refoulée et les taux bas comme moteurs).

En septembre, l'élan s'est essoufflé : les ventes de maisons à l'échelle nationale ont chuté de 1,7 % (Source: www.reuters.com), Montréal figurant parmi les métropoles enregistrant des baisses. L'Indice des Prix des Habitations a légèrement diminué d'un mois à l'autre (Source: www.reuters.com), et les prix moyens à Montréal se sont stabilisés ou ont légèrement baissé (des mouvements bien moins qu'à Vancouver/Toronto, marchés

surchauffés). Au total, l'ACI prévoit que les prix canadiens pourraient chuter d'environ 1 à 2 % en 2025 avant de rebondir en 2026 (Source: www.reuters.com). Le marché montréalais ne devrait s'adoucir que modestement, compte tenu des facteurs de forte demande (immigration, offre limitée) et d'une spéculation moins importante que dans certaines villes.

Pour l'avenir, l'interaction entre les taux et la demande est cruciale. Si la BdC (Banque du Canada) continue d'assouplir sa politique (les facteurs sont en place), cela soutiendrait la demande de logements à Montréal jusqu'en 2026. Cependant, l'abordabilité est un problème croissant : les emprunteurs hypothécaires à Montréal portent un endettement élevé par rapport à leur revenu (les prix des maisons, bien qu'inférieurs à ceux de Toronto, représentent toujours en moyenne plus de 6 à 7 fois le revenu local). L'inflation élevée au Québec (en particulier les loyers et l'alimentation) pèse sur les budgets des ménages, ce qui pourrait freiner la volonté des consommateurs de contracter ou de maintenir des hypothèques. Un sondage Reuters auprès d'experts du logement (juin 2025) prévoyait une baisse de 2 % des prix nationaux des maisons en 2025 (Source: www.reuters.com) ; si cela se réalisait, les prix à Montréal pourraient encore légèrement augmenter d'une année sur l'autre (étant donné la force des facteurs démographiques locaux).

Sur le marché locatif, Montréal a connu une augmentation rapide des coûts. Comme mentionné, les loyers au Québec ont augmenté de +9,2 % (Montréal) en septembre 2025 (Source: www.desjardins.com), bien au-dessus de la moyenne canadienne. Cela a accentué les pressions sur le coût de la vie pour les ménages. Cela s'explique en partie par la fin des mesures temporaires de contrôle des loyers (des plafonds d'augmentation des loyers plus élevés ont été mis en œuvre en 2024) et par l'afflux de nouveaux résidents en concurrence pour des appartements rares. Le taux d'inoccupation global à Montréal (~2 %) reste faible. Le gouvernement provincial a promis de construire plus de logements abordables, et la nouvelle mairesse de Montréal (Soraya Martinez Ferrada) s'est engagée à s'attaquer agressivement à l'abordabilité du logement (Source: www.lemonde.fr), mais le soulagement à court terme est limité. L'augmentation des loyers se traduit par une composante logement plus élevée de l'IPC (+26,6 % des emplois dans les services publics, y compris les locations (Source: www.economie.gouv.qc.ca).

Résumé : Le cycle du logement à Montréal à la fin de 2025 semble être dans une phase de ralentissement modéré. Les prix ont fortement augmenté début 2025, les acheteurs se précipitant dans l'attente de baisses de taux, puis se sont stabilisés fin 2025. Les loyers ont bondi en raison des séquelles de la pandémie. L'abordabilité globale est tendue, et l'endettement élevé des ménages ainsi que les coûts de la vie (alimentation en hausse d'environ 4 % au Québec (Source: www.reuters.com) laissent peu de marge de manœuvre. Cela pourrait freiner les dépenses de consommation, une raison clé de la prudence de la BdC. Néanmoins, le vaste bassin de locataires et de premiers acheteurs signifie que le marché du logement de Montréal ne connaîtra probablement qu'une légère correction, le cas échéant, à moins de nouveaux chocs.

Coût de la vie et salaires

Au-delà du logement, les pressions générales sur le coût de la vie à Montréal reflètent l'écart d'inflation du Québec. Comme mentionné, l'IPC du Québec (environ 3,3 % en septembre 2025) est supérieur d'environ 1 point à celui du Canada (Source: www.desjardins.com) (Source: www.reuters.com). Les prix des aliments (pain, produits laitiers, viande) ont augmenté plus rapidement que la moyenne nationale, en partie à cause de problèmes d'approvisionnement et d'effets de change. Les prix de l'essence ont contribué de manière substantielle à l'écart du Québec car le Québec n'a pas suspendu la taxe sur le carbone comme l'ont fait l'Ontario et l'Alberta (Source: www.desjardins.com). Par conséquent, les biens de première nécessité et l'énergie coûtaient plus cher aux Canadiens du Québec qu'ailleurs à la fin de 2025. Pendant ce temps, la croissance des salaires à Montréal se maintient autour de 3 à 4 % en nominal, à peu près en ligne avec l'inflation ; les salaires réels sont donc plutôt stagneants. Le salaire minimum au Québec est passé de 14,25 \$ à 15,25 \$ en 2025, aidant les bas salaires mais alimentant aussi légèrement les coûts du secteur des services. De nombreux groupes de travailleurs à Montréal expriment des préoccupations : le syndicat FTQ a noté à la mi-2025 que la pauvreté restait élevée et que les salaires ne suivaient pas le rythme des coûts (une lettre du président de la FTQ à l'automne 2025 a appelé à des négociations salariales plus fermes).

Indices sociaux : Montréal est toujours à la traîne pour certaines métriques socio-économiques. Par exemple, les données de Statistique Canada montrent que le revenu moyen des ménages à Montréal est inférieur à celui de Toronto, même après avoir tenu compte des différences de coût. La ville a travaillé à la réduction de la pauvreté, mais 15 à 20 % des résidents se trouvent toujours dans les tranches de faible revenu (plus élevé que la plus grande métropole de l'Ontario). Les coûts de garde d'enfants et des services publics restent des problèmes pour de nombreuses familles. D'autre part, Montréal bénéficie de nombreuses commodités culturelles gratuites (bibliothèques publiques, passe de transport C-40) et est constamment classée comme l'une des grandes villes les plus abordables d'Amérique du Nord dans les enquêtes sur le coût de la vie.

Discussion : Implications et perspectives

Perspectives économiques (Canada). Les perspectives à court terme pour le Canada sont prudentes. Avec trois trimestres de IBms lâches (comme les flux de trésorerie du trimestre précédent, etc.) et l'incertitude des politiques américaines, les grandes agences prévoient une croissance lente : les enquêtes d'économistes (automne 2025) situent les prévisions centrales près de 1,0 à 1,5 % de croissance en 2026 et une reprise progressive seulement par la suite. Les principaux risques pour ce scénario de base sont :

- *Conflit commercial persistant* : Si les tarifs douaniers américains se maintiennent ou s'étendent, le Canada pourrait connaître une faiblesse persistante des exportations, forçant des réponses politiques plus profondes. Le scénario du pire projeté par certains économistes du commerce est une légère récession (<2 trimestres de croissance négative). Inversement, si un accord commercial ou un assouplissement des tarifs douaniers se produisait, les exportations pourraient rebondir et la croissance reprendrait.
- *Demande intérieure* : Si la consommation ralentit plus que prévu (en raison d'un endettement élevé ou de pertes d'emplois), l'économie pourrait sous-performer par rapport aux prévisions actuelles. Cependant, si les taux d'intérêt sont encore réduits et que le logement rebondit, la demande pourrait être plus ferme.
- *Surprises inflationnistes* : Une hausse de l'inflation (au-delà des prévisions) limiterait la capacité de la BdC à réduire davantage les taux, entravant la croissance. La tendance centrale actuelle est que l'inflation restera modérée ; les surprises à la hausse semblent principalement liées à l'énergie ou aux tarifs douaniers.
- *Environnement mondial* : Le destin du Canada dépend également des tendances mondiales. Un ralentissement mondial plus marqué (par exemple, l'Europe glissant dans la récession) freinerait les prix des matières premières et la demande d'exportations canadiennes. Inversement, une croissance robuste des États-Unis (contrairement aux revers de la guerre commerciale) pourrait aider les exportateurs canadiens.

Le consensus est que le Canada évitera une récession sévère. Les données du T4 2025 devraient montrer une croissance timide mais positive. Le dernier Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada (octobre 2025) prévoit une croissance d'environ 1,2 % en 2025 et d'environ 1,1 % en 2026 (Source: www.reuters.com), avec une « reprise modeste » en 2027 (1,6 %) lorsque les problèmes commerciaux s'atténueront (Source: www.reuters.com). Le FMI, le CBOC (Conference Board du Canada) et l'OCDE ont également réduit leurs prévisions par rapport au début de 2025. Il est à noter que les baisses du taux directeur fin 2025 visaient à soutenir le PIB du T4 2025 et de 2026. L'efficacité de cette mesure reste à voir ; la transmission (via les taux hypothécaires et les prêts aux entreprises) prend généralement quelques trimestres. Si les taux restent à 2,25 % jusqu'en 2026, le fardeau du service de la dette des ménages diminuera, soutenant les dépenses. Mais si l'incertitude persiste, des mesures de relance budgétaire pourraient devoir être maintenues.

Perspectives pour Montréal. L'économie de Montréal est étroitement liée à ces tendances nationales, de sorte que les attentes sont également modérées. De nombreuses enquêtes auprès des entreprises locales (par exemple, les sondages trimestriels de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain) montrent un optimisme modéré : environ 40 à 50 % des entreprises anticipent des ventes stables ou en hausse à l'hiver 2025-2026, en augmentation par rapport au début de l'année, probablement en raison des baisses de taux. Cependant, seule une minorité s'attend à des augmentations d'embauche ou d'investissement, ce qui reflète la prudence. Les risques à la baisse sont intérieurs : si les pertes d'emplois se poursuivent ou si l'immobilier s'affaiblit de manière significative (impactant la construction et le commerce de détail), la croissance de Montréal pourrait flétrir en 2026. D'autre part, Montréal bénéficie de facteurs qui pourraient soutenir un léger rebond :

- **Immigration et talents** : L'afflux continu d'immigrants et d'étudiants étrangers (en particulier de France et d'Asie) maintient la demande des consommateurs et la demande de logements à un niveau élevé.
- **Concentration technologique et en R&D** : La main-d'œuvre hautement qualifiée de Montréal et sa recherche de pointe (par exemple, en IA, en aérospatiale) pourraient attirer des investissements et des subventions d'entreprises continues. Les universités locales et les CÉGEPs (réseau collégial) élargissent leurs programmes en technologie et en biotechnologie, alimentant le vivier de talents.
- **Tourisme et événements** : La reprise du tourisme post-pandémie devrait se renforcer davantage en 2026, Montréal accueillant plusieurs grandes conférences et festivals internationaux. Des événements majeurs comme la Coupe du Monde de la FIFA 2026 (à Québec, mais avec des fans visitant souvent Montréal) pourraient stimuler certaines dépenses.

Cependant, des défis structurels tempèrent même cela. L'accent mis par la nouvelle mairesse sur le logement et l'itinérance suggère que des dépenses précoce en infrastructures et en services sociaux auront lieu au niveau municipal, ce qui pourrait stimuler la construction locale (par exemple, des projets de logements abordables). Mais la ville est également confrontée à des déficits plus élevés et à des pressions fiscales si l'aide provinciale diminue. L'économie de Montréal est également confrontée à des **problèmes de compétitivité** : les tarifs des services publics au Québec ont augmenté, et les impôts des sociétés (bien que toujours modérés) sont plus élevés que dans les principaux États américains. Certains leaders d'entreprise montréalais plaident pour de nouvelles incitations fiscales à la R&D afin d'attirer la technologie. L'accent mis par le gouvernement du Québec sur l'IA et la biotechnologie (par exemple, le financement de la « Stratégie pancanadienne en matière d'IA ») continuera de bénéficier à Montréal, tout comme l'avantage hydroélectrique de la province (avec les récentes annonces de nouveaux plans de production de batteries dans la région Saguenay-Montréal).

En termes économiques, les perspectives à court terme pour Montréal sont **prudemment stables**. Sauf nouveaux chocs, la croissance du PIB pour la RMR de Montréal en 2025 se situera probablement autour de 1 à 2 %, similaire ou légèrement supérieure à la moyenne provinciale (réflétant la force du secteur des services). Les prévisions de la ville (par des groupes comme le Conference Board) voient généralement l'économie de Montréal croître modestement jusqu'en 2026, avec un chômage qui stagne ou diminue légèrement (surtout si les gains d'emplois nationaux se poursuivent). D'ici 2027-2028, une hypothèse de relations commerciales normalisées et de consommation stable verrait la croissance revenir à sa tendance (3 à 4 %).

Vulnérabilités et risques (Montréal). Les principaux risques pour Montréal incluent :

- **Crise de l'abordabilité du logement :** Si les loyers et les prix de l'immobilier continuent d'augmenter plus vite que les revenus, les dépenses de consommation pour les articles non essentiels seront comprimées et la rétention des talents pourrait fléchir. Montréal est déjà l'une des grandes villes canadiennes les moins abordables en matière de loyer, et cette pression pourrait dégénérer en troubles sociaux.
- **Conflit intergouvernemental :** Les tensions entre Ottawa et Québec (par exemple, sur la taxe carbone ou les transferts en santé) pourraient entraver les flux de stimulation fédéraux vers Montréal. Si le Québec manque d'argent, les villes en souffrent souvent en premier.
- **Pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs clés :** Bien que le chômage soit en hausse, certains emplois restent en pénurie (métiers spécialisés, TI, soins infirmiers). Si ces écarts se creusent (en raison du vieillissement lent de la population ou d'une formation limitée), la croissance dans ces domaines pourrait stagner.
- **Ralentissement technologique mondial :** La forte dépendance de Montréal à l'égard de la technologie et de la R&D signifie qu'un ralentissement mondial dans ces industries (par exemple, si le capital-risque s'épuise ou si l'engouement pour l'IA se refroidit considérablement) pourrait nuire de manière disproportionnée à l'économie de la ville.

Dans l'ensemble, l'économie diversifiée de Montréal et ses écosystèmes d'innovation lui confèrent une certaine résilience. L'économie de la ville peut bénéficier davantage des mesures de relance fédérales et provinciales que les économies plus rurales du Québec ; elle a une plus grande capacité d'expansion. De nombreuses entreprises locales sont de taille relativement petite ou moyenne et ont tendance à s'adapter en réduisant les heures plutôt qu'en procédant à des licenciements massifs, ce qui atténue les chocs.

Implications et orientations futures

Au-delà de 2025, plusieurs **thèmes à long terme** émergent pour l'économie canadienne (et montréalaise) :

- **Diversification commerciale et liens mondiaux :** La crise avec les États-Unis pousse le Canada à trouver de nouveaux marchés. Pour les entreprises montréalaises, cela signifie explorer l'Europe, l'Inde et l'Asie de manière plus agressive. Plusieurs entreprises montréalaises ont déjà des bureaux à Londres, Dublin, Shenzhen et São Paulo. L'accent mis par le gouvernement sur les infrastructures générales (ports au Québec et au Canada atlantique, améliorations du réseau ferroviaire transcanadien) pourrait lentement modifier les schémas d'exportation. À long terme, on pourrait imaginer Montréal devenir un pôle pour les affaires transatlantiques (Europe) et transpacifiques, réduisant les périls d'un marché unique et vaste. D'un autre côté, les investisseurs s'inquiètent d'un éloignement permanent des États-Unis : certaines entreprises canadiennes ont laissé entendre qu'elles modifieraient leurs chaînes d'approvisionnement pour éviter de futurs tarifs douaniers (par exemple, en ajustant les routes maritimes et les politiques d'inventaire).
- **Normalisation de la politique monétaire :** Une fois les incertitudes commerciales dissipées, la Banque du Canada normalisera probablement ses taux à un niveau inférieur à celui d'avant 2022. Les perspectives d'inflation améliorées suggèrent que d'ici 2027-2028, le taux directeur pourrait remonter à 2-3 % (si la croissance reprend) afin de prévenir toute réurgence de l'inflation. Pour l'instant, les taux ultra-bas (2,25 %) jusqu'en 2025-2026 préparent le terrain à un endettement plus élevé des ménages et des entreprises. Une question est de savoir si cette dette (a) alimentera un boom de la consommation/des prêts hypothécaires – soutenant le PIB, ou (b) créera de futures vulnérabilités si de nombreux prêts sont à taux variable. Les ménages canadiens surveillent toute crise de liquidité. Les analystes notent que si le vieil adage de Mario Draghi (« nous sommes tous keynésiens maintenant ») se vérifie, le Canada pourrait maintenir une politique monétaire souple jusqu'à ce que le conflit avec les États-Unis soit clairement résolu.
- **Transition climatique et rôle des ressources :** Le Canada s'efforce de transformer sa base de ressources (par exemple, le Québec investit dans les métaux pour batteries et le développement de véhicules électriques). Montréal pourrait devenir un centre pour les technologies propres (batteries, hydrogène) et la finance verte. L'accent mis par le budget fédéral sur les infrastructures vertes et le transport à zéro émission pourrait bénéficier aux entreprises montréalaises (fabricants d'autobus électriques, entreprises de construction écologique). Parallèlement, des secteurs établis de longue date (énergie, foresterie) sont en cours de reconversion, créant à la fois des défis et des opportunités pour l'économie diversifiée de Montréal.

- **Évolutions démographiques** : Le faible taux de natalité du Canada signifie que la croissance démographique provient en grande partie de l'immigration. La part de Montréal dans l'immigration canadienne est en augmentation (plus de 20 % des nouveaux arrivants au Canada en 2024 se sont installés au Québec (Source: talentmontreal.com)). Cela continuera d'élargir la base culturelle et économique de Montréal (par exemple, de nouveaux consommateurs, entrepreneurs), mais nécessitera également l'expansion des services publics. Si l'immigration ralentit en raison de politiques ou de limites de capacité, la croissance de la main-d'œuvre à Montréal pourrait s'affaiblir. Le vieillissement de la population exercera une pression sur les dépenses de santé (les hôpitaux montréalais serviront plus de personnes âgées et nécessiteront davantage de financement).
- **Changements de politique municipale** : Un maire de centre-droit à Montréal pourrait modifier les priorités : potentiellement plus d'accent sur le développement des affaires (attirer des bureaux d'entreprise) et les grandes infrastructures, avec des réductions d'impôts possibles allant jusqu'à 2 %. Alternativement, l'accent promis sur l'itinérance pourrait entraîner davantage de dépenses sociales. Dans les deux cas, ces politiques locales peuvent affecter l'économie de Montréal en modifiant le coût et l'offre de capital humain.
- **Inégalités et stabilité sociale** : Les fortes inégalités (écart entre les tranches de revenus élevées et faibles) sont un problème persistant à Montréal. L'augmentation des coûts du logement et la stagnation des salaires augmentent le risque de tensions sociales ou de demandes politiques de redistribution. Si elles ne sont pas traitées, cela pourrait décourager l'investissement (par crainte d'instabilité) ou forcer le gouvernement à intervenir avec des mesures énergiques. Sur une note positive, le filet de sécurité sociale du Québec (soins de santé, éducation, garde d'enfants) est relativement généreux, ce qui pourrait atténuer les pires effets et aider à maintenir la santé de la main-d'œuvre.

Conclusion

Fin 2025, l'économie canadienne montre des signes de tension mais parvient à maintenir une croissance modeste. Les principaux défis à l'échelle de l'économie sont la guerre commerciale avec les États-Unis et ses restrictions, qui ont tiré les exportations et le PIB canadiens vers le bas, et ont conduit les décideurs à modérer les taux d'intérêt et à accumuler des déficits plus importants. Sur le plan intérieur, les consommateurs et les gouvernements ont largement maintenu l'économie à flot. L'inflation se situe désormais dans la zone cible, et il n'y a pas de signes immédiats d'une récession généralisée (le chômage, bien qu'en hausse, reste en deçà des sommets historiques).

À Montréal en particulier, la situation est nuancée. Montréal reste la locomotive de l'économie québécoise, mais en 2024-2025, elle a été confrontée à une augmentation du chômage et aux baisses de postes vacants les plus importantes (hors pandémie). Ses atouts dans la technologie, l'éducation et les services diversifiés ont empêché un effondrement, mais la ville n'est pas à l'abri des pressions macroéconomiques. L'abordabilité du logement et le coût de la vie sont devenus des fardeaux plus lourds pour les Montréalais qu'il y a dix ans. Les politiques publiques (stimulus fédéral, programmes provinciaux) seront cruciales, tout comme les réponses de la ville sous une nouvelle direction.

Les principaux points à retenir de cette analyse sont les suivants :

- **Perspectives de croissance (National)** : Ralentissement à environ 1-2 % d'ici fin 2025, avec une légère amélioration en 2026 si les frictions commerciales s'atténuent.
- **Inflation** : À ou près de 2 % en 2025-2026, susceptible de fluctuer autour de la cible ; Montréal/Québec restera un peu plus élevé en raison de l'énergie et des loyers.
- **Marché du travail** : Refroidissement à l'échelle nationale (6,9 % de chômage en octobre 2025) et à Montréal (8-9 %). Pas encore de licenciements massifs, mais la première croissance de l'emploi depuis début 2024 n'a réapparu que fin 2025 (Source: www.reuters.com).
- **Politique budgétaire** : Des déficits importants persisteront pour amortir le choc commercial, avec l'espoir de stimuler le potentiel d'offre en matière d'infrastructures. Montréal devrait connaître une poursuite des dépenses gouvernementales en construction et en transport en commun.
- **Changements sectoriels** : Nous identifions des tendances à la fois positives (startups technologiques, projets d'infrastructure dirigés par le gouvernement, commandes aérospatiales) et négatives (exportations affectées par les tarifs douaniers, vents contraires dans le logement) au niveau micro. L'économie de Montréal évolue plus rapidement que certaines depuis 2020, mais reste vulnérable à un ralentissement de la demande mondiale.
- **Risques futurs** : Des inconnues centrales (politique américaine ; résurgence d'une pandémie mondiale ; avancées technologiques à l'étranger) pourraient rapidement changer la donne. Au pays, les décisions politiques concernant le commerce, l'immigration et le budget façonnent la trajectoire à moyen terme.

En conclusion, le Canada et Montréal en 2025 sont à la croisée des chemins : sortant de la pandémie mondiale avec une inflation persistante sous contrôle, mais faisant maintenant face à un choc auto-infligé par la politique commerciale. Les réponses du gouvernement et de la banque centrale ont évité une crise immédiate, mais la prospérité à long terme dépendra de la rapidité avec laquelle le Canada diversifiera son économie et relancera l'investissement. Pour Montréal, l'adaptabilité et l'innovation de la ville seront mises à l'épreuve. Un suivi continu des indicateurs clés (PIB, emplois,

prix) est essentiel. Cependant, les preuves suggèrent qu'avec sa solide base institutionnelle et son capital humain, l'économie de Montréal devrait traverser la turbulence actuelle sans subir de dommages durables, bien qu'avec une trajectoire de croissance plus lente à court terme. Des recherches supplémentaires seront nécessaires à mesure que les données de 2026 arriveront, mais ce rapport fournit une base de référence complète pour comprendre la performance économique et les défis du Canada et de Montréal à la fin de 2025.

Sources : Toutes les données et analyses ci-dessus proviennent de sources officielles et réputées, y compris Statistique Canada (rapports et enquêtes économiques) (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: www150.statcan.gc.ca) (Source: www150.statcan.gc.ca), les publications de la Banque du Canada (Source: www.reuters.com), les grandes agences de presse (Reuters, BNN Bloomberg) (Source: www.reuters.com) (Source: www.reuters.com), et les commentaires d'experts (Desjardins, RBC, etc.) (Source: www.desjardins.com) (Source: www.rbc.com). Des citations spécifiques sont données dans le texte.

Étiquettes: economie-canadienne, perspectives-economiques-2025, economie-montreal, croissance-pib, marche-travail, inflation, banque-canada, politique-commerciale, economie-quebec

AVERTISSEMENT

Ce document est fourni à titre informatif uniquement. Aucune déclaration ou garantie n'est faite concernant l'exactitude, l'exhaustivité ou la fiabilité de son contenu. Toute utilisation de ces informations est à vos propres risques. 2727 Coworking ne sera pas responsable des dommages découlant de l'utilisation de ce document. Ce contenu peut inclure du matériel généré avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, qui peuvent contenir des erreurs ou des inexactitudes. Les lecteurs doivent vérifier les informations critiques de manière indépendante. Tous les noms de produits, marques de commerce et marques déposées mentionnés sont la propriété de leurs propriétaires respectifs et sont utilisés à des fins d'identification uniquement. L'utilisation de ces noms n'implique pas l'approbation. Ce document ne constitue pas un conseil professionnel ou juridique. Pour des conseils spécifiques à vos besoins, veuillez consulter des professionnels qualifiés.